



PARIS

est à vous



en cahier central
l'affiche de
Frédo COYÈRE



JOURNAL D'INFORM' ACTIONS DES ÉLU-E-S COMMUNISTES ET FRONT DE GAUCHE DE LA VILLE DE PARIS **JUILLET - AOÛT - SEPTEMBRE #2 - 2015**

Au conseil, à la fête, dans la rue, tous contre l'austérité !



Pages 2-3

Happening du collectif #occupetabanque, dans le cadre du forum européen des alternatives, distribution gratuite de bouffées d'éthique aux financiers devant une banque Place de la République

EDITO

La solidarité est un devoir



Quand on voit le sort fait aux réfugiés tant aux portes de l'Europe qu'en plein Paris, on peut douter de la volonté des gouvernements européens et du gouvernement français de régler le problème.

Quand on voit le sort réservé aux élus, aux militants associatifs, on peut douter de la devise de notre République, quand on voit l'attitude de la police, on ne peut que constater les contradictions entre les principes affichés et la réalité vécue.

La ville de Paris a une tradition d'accueil et de tolérance. Si certains ne veulent voir en notre capitale une ville accueillante aux seuls touristes fortunés, d'autres, à l'image des élus communistes, ont à cœur que la solidarité vaille pour tous. Nous savons les efforts que les associations de solidarité et les services de la ville font pour que le séjour de ces réfugiés soit le moins difficile possible, après ce qu'ils ont vécu.

Les élus communistes de Paris ont toujours conjugué responsabilité, solidarité et recherche de solutions concrètes humaines et pérennes. Nous ne sommes pas dans une logique « d'instrumentalisation » ni de « démagogie » contrairement à ce que certains membres du gouvernement ont déclaré.

Nous avons porté, dans les arrondissements et au conseil de Paris, un vœu qui plaide pour la création d'un lieu dans Paris dédié à ces situations dramatiques. Dans le même temps, les annonces du gouvernement font un amalgame malsain entre réfugiés et personnes n'étant pas désirées sur le territoire national.

Oui, il faudrait, que la France soit digne de son rôle et de sa place cent fois rappelés de « patrie des droits de l'Homme ». Ces personnes ont traversé les mers et tous les dangers pour fuir les conflits et nous ne pouvons pas laisser s'installer l'indifférence.



Des réfugiés lors du rassemblement le 16 juin

Adrien TIBERTI

Adjoint au Maire chargé de l'intégration, de l'égalité et du respect des droits dans le 11^{ème} arrondissement. Président de l'ADECR

11*12*13 SEPT. 2015

PARC DÉPARTEMENTAL GEORGES-VALBON * LA COURNEUVE

Fête de l'Humanité



22€ LES 3 JOURS (prévente militante)
32€ points de vente commerciaux / 35€ sur place
MOINS DE 15 ANS GRATUIT

MANU CHAO * TEXAS * SHAKA PUNK
METHOD MAN AND REDMAN * YOUSSEUPHA
LA FAMILLE CHEDID * JULIETTE GRÉCO * TRIGGERFINGER
SOVIET SUPREM * TIKEN JAH FAKOLY AND FRIENDS (Concert solidarité avec l'AFRIQUE)
LES INNOCENTS * ZOUFRIS MARACAS * AL KAMANDJATI avec L'ORCHESTRE de CHAMBRE de PARIS
ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE * LES HURLEMENTS D'LEO * DIVERTIMENTO * LA MAISON TELLIER
* LÉNINE RENAUD * LA CAFETERA ROJA * THE MISSIVE *

PARIS

Ensemble prenons la bonne direction, l'humain d'abord !



Ne pas jeter sur la voie publique !



Nicolas BONNET-OUALALDJ
président du groupe
PCF/FDG au Conseil
de Paris

CONTRIBUER C'EST CONJUGUER LA SOLIDARITÉ

Dès le début de la nouvelle mandature, les élu-es communistes-Front de Gauche ont obtenu l'organisation d'assises des finances locales qui se sont déroulées en mai dernier. Ce temps fort politique, a permis d'établir le constat, partagé par tous les élu-es présents, de collectivités locales à bout de souffle et continuellement menacées par l'instabilité des rapports qu'elles entretiennent avec l'État. Cette situation s'explique facilement. Le gouvernement a fait de la réduction des

dépenses publiques son cheval de bataille, les administrations publiques dépenseraient trop, elles jetteraient l'argent par les fenêtres, elles gaspilleraient un argent public qu'il suffirait d'économiser pour relancer l'économie et l'emploi. Le son de cloche que l'on entend du côté du patronat n'est pas très différent : les entreprises paieraient trop d'impôt et de taxes, pour nourrir des administrations publiques lentes et inefficaces qui vivent au-dessus de leurs moyens.

Ces deux discours, abondamment relayés par les médias détenus par les grands groupes, sont les deux faces d'une même pièce, celle d'un néolibéralisme qui s'essuie les pieds sur l'égalité et le service public pour être assuré d'avoir les coudées franches au moment du partage des richesses. Hormis les fonctions régaliennes (justice, armée et police), les autres services publics seraient superflus, un luxe, un privilège même, qu'il serait indécent de défendre en période de crise.

Nous rejetons purement et simplement ce discours idéologique car nous, nos questions sont simples.

À quoi servent l'État et les collectivités ? Simple, notre réponse l'est tout autant : les pouvoirs publics doivent répondre aux besoins de la population, ils doivent réduire les inégalités entre les territoires, entre les classes sociales, entre les individus.

À quoi sert l'impôt ? À financer les réponses à ces besoins vitaux : nos centres de santé et nos hôpitaux, nos crèches et nos écoles, nos routes et nos transports en commun... Et dans le même temps, l'impôt doit jouer son rôle de justice sociale, de redistribution des richesses en demandant à ceux qui ont le plus d'aider ceux qui ont le moins. Nous préférons d'ailleurs parler de contribution publique dont la fonction est de renforcer le bien commun plutôt que d'impôt.

Le capitalisme, dans sa recherche de profit immédiat et sans lendemain, nous mène droit dans le mur, nous le vivons au quotidien : qui n'a pas un proche qui n'arrive pas à se loger dans Paris à cause de la flambée des loyers ? Qui n'a pas été essoufflé ou même malade lors des multiples pics de pollution de ces derniers mois ?

Nous savons que la réponse aux défis sociaux et écologiques de notre temps est bien trop importante pour être laissée aux mains du marché et de ses apôtres spéculateurs. Il faut une réforme globale de la fiscalité pour réhabiliter la contribution publique comme garantie d'un partage des richesses plus équitable. Il faut une réforme globale de la fiscalité pour réhabiliter la contribution publique et renforcer des services publics dont l'unique but est de servir l'intérêt général.

ÉVASION ET FRAUDE FISCALE
EN FRANCE ENTRE
50 à 60
MILLIARDS/AN

FRAUDE À LA TVA
EN FRANCE ESTIMÉ À
32.2
MILLIARDS/AN

Une grande

En avril 2014, au lendemain des élections municipales, Manuel Valls, fraîchement nommé premier ministre, détaillait le contenu du pacte d'austérité, la « contre-partie » de l'exonération de 50 milliards d'euros des cotisations sociales, véritable cadeau fait au patronat. Les collectivités locales sont directement ciblées, avec une réduction de 11 milliards d'euros en trois ans des dotations de l'État, une véritable purge.

La Ville de Paris, au même titre que de nombreuses autres villes et départements, a d'ores et déjà commencé à essayer les plâtres de ces choix politiques d'austérité. L'objectif de l'Etat est de réduire de moitié la dotation globale de fonctionnement (DGF) de la Ville de Paris de 1.2 milliard d'euros en 2014 à 600 millions d'euros en 2017.

C'est énorme, même pour un budget annuel de 8,2 milliards d'euros.

Cette décision est d'autant plus irresponsable que les besoins de la population, eux, ne baissent pas. Bien au contraire, les services publics locaux sont de plus en plus sollicités par une population fragilisée par la crise économique et la précarité.

Répondre aux besoins de la population : voilà notre unique boussole. La majorité municipale a réussi à engager une politique d'investissement bien ancrée à gauche : investir 10 milliards d'euros sur six ans, créer 70 000 logements sociaux, 5 000 nouvelles places en crèches et des équipements publics culturels et sportifs, en priorité dans les quartiers les plus populaires de la capitale.

Mais il nous faut obtenir les moyens de faire fonctionner les services publics parisiens dans de bonnes

Jacques Baudrier aux Assises des Finances locales le 18 mai, intervenant lors du débat Finances locales : quels moyens ?



FRAUDE FISCALE
AUX PRÉLÈVEMENTS
OBLIGATOIRES DANS
L'UNION EUROPÉENNE
2000
MILLIARDS/AN

conditions. Nous avons mené la bataille face au gouvernement, et nous avons obtenu des premières victoires qui nous ont permis de construire le budget 2015. Le parlement a voté suite aux pressions des élus parisiens, et en particulier des communistes, une augmentation de la taxe de séjour, qui concerne beaucoup d'hôtels de standing à Paris. Il a créé une contribution spécifique sur les résidences secondaires, très nombreuses à Paris (90 000), pour qu'elles soient remises sur le marché et que plus de logements soient disponibles pour les Parisiennes et les Parisiens.

L'objectif de l'Etat est de réduire de moitié la dotation globale de fonctionnement (DGF) de la Ville de Paris de 1.2 milliard d'euros en 2014 à 600 millions d'euros en 2017. C'est énorme, même pour un budget annuel de 8,2 milliard d'euros.

Pour Jacques Baudrier, Conseiller de Paris chargé des questions budgétaires au sein du groupe communiste-Front de gauche : « ces deux premières avancées démontrent qu'en portant des propositions concrètes, efficaces, nous pouvons faire plier le gouvernement. Ce sont 60 millions de recettes annuelles dégagées dès 2015, qui cumulées à d'autres mesures comme la création de tarifs spécifiques dans les équipements municipaux pour les familles très aisées (dont les revenus mensuels dépassent les 10 000 €), nous ont permis de

200
MILLIARDS
D'AVOIRS DÉTENUS
PAR LES RÉSIDENTS
FRANÇAIS DANS LES
PARADIS FISCAUX



Jouez à faire baisser les prix du logement à Paris ! Quelles sont les meilleures solutions d'après vous ?

Les prix du logement à Paris sont dramatiquement élevés. Pourtant près de 200 000 logements sont vides, voire très peu occupés ou loués de façon illégale (30 000 meublés touristiques). Il existe des leviers fiscaux pour mobiliser : la taxe sur les logements

vacants, une taxe additionnelle à la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, les amendes pour location illégale de meublés et n'oublions pas la taxe sur les bureaux vacants. Mais elles sont toutes trop peu élevées.

Alors dites-nous quelles sont vos priorités en cochant les propositions que vous soutenez (vous pouvez tout cocher) :

- Multiplier par 10 la taxe sur les logements vacants pour qu'ils soient enfin loués ;
- Multiplier par 10 la taxe sur les bureaux vacants, pour les transformer massivement en logements ;
- Exiger de l'État le remboursement de sa dette envers la ville de Paris, pour tous les transferts de compétences non compensés financièrement ;
- AUTRE : _____
- Passer de 20 à 100% la marge d'augmentation de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et supprimer l'abattement sur la taxe foncière, pour arrêter le scandale des logements vides au cœur de Paris pratiquement toute l'année ;
- Multiplier par 10 l'amende pour les propriétaires de meublés loués à la semaine, qui leur rapportent des fortunes en toute illégalité

Ce questionnaire est à renvoyer au Groupe Communiste-Front de Gauche au Conseil de Paris 9 place de l'Hôtel de Ville 75196 Paris RPG
Ou remplissez le questionnaire sur notre site www.communiste-frontdegauche-paris.org/uep Groupe communiste - Front de gauche au Conseil de Paris

réforme fiscale s'impose



« Il n'y a qu'une façon de tuer le capitalisme : des impôts, des impôts toujours plus d'impôts » Karl MARX

boucler le budget 2015 de la Ville de Paris. Les parlementaires communistes sont intervenus à l'Assemblée Nationale pour soutenir ces propositions et ont pesé dans le débat. »

Nous avons fait bouger les lignes pour le budget 2015. Il est indispensable que nous le fassions aussi pour le budget 2016 qui sera voté en décembre 2015, pour maintenir et développer un service public de qualité à Paris. Pour cela, les élus du groupe communiste Front de gauche ont travaillé, et proposent des solutions concrètes qui peuvent être mises en place très rapidement.

Paris attire les plus riches touristes du Monde? Augmentons la taxe sur les hôtels 4 et 5 étoiles, encore très peu sollicitée à Paris, par rapport à d'autres capitales comme Berlin.

Paris compte le plus de grandes fortunes ? Modifions la loi pour créer une taxe additionnelle à la taxe foncière indexée sur le montant d'ISF.

Paris est rongée par la spéculation ? Faisons contribuer les transactions immobilières. Franchissons de nouveaux pas en matière de fiscalité « anti-spéculation ». La contribution des résidences secondaires récemment créée est encore trop faible et donc peu efficace. Celles sur les logements et les bureaux vacants restent encore à des niveaux ridiculement bas et trop peu incitatifs. Cela n'a aucun sens de laisser ces millions de mètres carrés vides pratiquement toute l'année alors que la demande de logement est toujours aussi importante. Et nous ne devons surtout pas renoncer au remboursement par l'État de la dette qu'il a accumulée envers Paris, à cause des nombreux transferts de compétences non compensés. 10 ans après le transfert de l'État au Département du versement du Revenu de Solidarité Active (RSA) et de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA), cette dette

370 MILLIARDS D'AVOIRS DÉTENUS PAR LES GRANDES ENTREPRISES DANS LES PARADIS FISCAUX SOIT **570** MILLIARDS EN TOUT POUR NOTRE PAYS

À PARIS, IL Y A :

- 1428 sièges sociaux d'entreprises de 100 salariés et +**
- 27,4 %** de logements suroccupés (c'est-à-dire plus petit que la norme d'occupation)
- 90 000** résidences secondaires
- 79 194** bénéficiaires du RSA
- 100 000** logements vacants
- 22%** d'enfants pauvres
- 60 000** redevables à l'ISF

s'élève aujourd'hui à près de 2 milliards d'euros. La réduction des dépenses publiques n'est pas une fatalité, n'en déplaise aux nostalgiques de Margaret Thatcher, il y a bien d'autres alternatives. Nos propositions permettraient de dégager plus de 500 millions d'euros par an, en ne ciblant que les très riches et les mètres carrés inutiles. Une fiscalité intelligente et juste pour

un service public efficace qui répond aux besoins du plus grand nombre.

Pour faire aboutir ces propositions, pour gagner encore plus de batailles en 2015 qu'en 2014, nous avons besoin de vous. Remplissez ce questionnaire, sur notre site internet, en nous le renvoyant sous forme papier. Diffusez très largement ces propositions. Vous nous aiderez à créer un rapport de forces qui nous permettra de gagner, pour l'intérêt des Parisiennes et des Parisiens. ●



REACTIONS ENGAGÉES

« Nous devons garantir le mieux vivre ensemble »

Les services publics notamment municipaux sont menacés par la cure d'austérité imposée par l'État. Pourtant sans eux, c'est le niveau et la qualité de vie de tous les habitants qui s'en trouvent dégradés. Or c'est de plus de redistribution, de plus de solidarité et donc de plus de services publics dont nous avons besoin et non l'inverse ! Se battre pour leur maintien, c'est préserver le patrimoine de ceux qui n'en ont pas et garantir au quotidien ce bien commun qu'est le « mieux vivre ensemble ».



Fayçal Arrouche
Ancien adjoint au maire de Villejuif (94) en charge des finances

« Des collectivités pour les habitants »

Les collectivités seraient dépensières, elles gaspilleraient l'argent public. Pourtant leur dette ne représente que 9.5% de la totalité de la dette des administrations publiques. Quotidiennement, chaque habitant a besoin d'un service public municipal, départemental ou régional. On ne « gaspille » pas l'argent public quand on construit des écoles, des crèches ou des maisons de retraite.



Marie-France Beauflis
Sénatrice d'Indre-et-Loire, Vice-présidente de la Commission des finances du Sénat

« La fiscalité est une chance ! »

L'impôt est un formidable moyen d'émancipation pour les peuples. Encore faut-il qu'il permette de faire contribuer ceux qui en ont les moyens afin de financer les biens nécessaires à tous. Pourtant d'année en année les plus riches et les plus grandes entreprises ont bénéficié d'un régime de faveur qui a mis en péril les finances publiques. Au niveau local, comme au niveau national il est urgent de réformer l'impôt !



Alexandre Derigny
Secrétaire Général Adjoint - CGT Finances

IL N'Y A AUCUN ABUS À PLACARDER PARTOUT CETTE AFFICHE SANS MODÉRATION... C'EST MÊME RECOMMANDÉ !
LES EXPLOITEURS, PROFITEURS, SPÉCULATEURS, TRADERS... NE COLLERONT PAS CETTE AFFICHE !

À CHACUN SA CRISE !

CAC 40



Le « pacte d'austérité »
de Manuel Valls, c'est un cadeau de
50 milliards au grand patronat. Un cadeau
de 50 milliards de nos cotisations sociales.

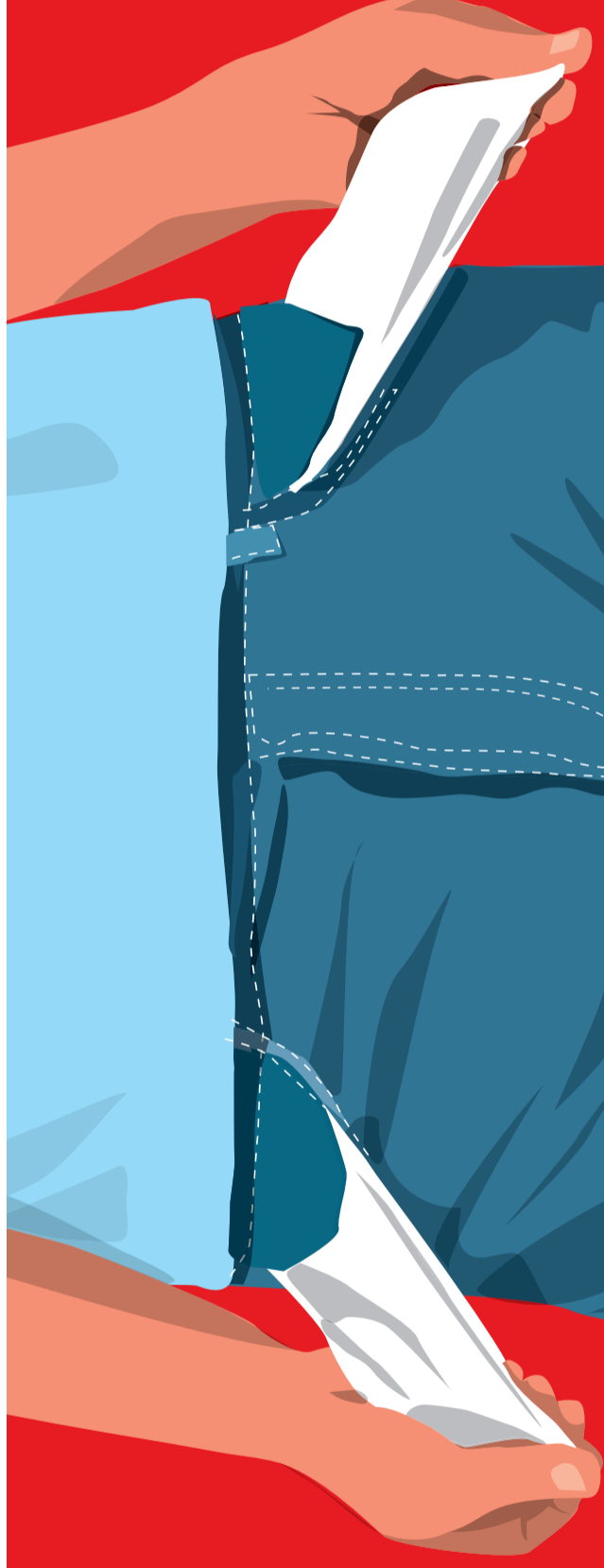
CRISE DE RIRE
pour les spéculateurs

Avec 50 milliards, on pourrait
pourtant répondre à tant de besoins : Combien
de places de crèche pourrait-on ouvrir, combien
de logements neufs et écologiques construire,

Eux appellent ça des « charges » mais cet argent, c'est le nôtre : c'est celui qui nous soigne, paie nos retraites... Il n'ira plus dans le pot commun mais droit dans les poches des actionnaires et des banques, qui jouent avec, spéculent et préparent ainsi la prochaine crise...

CRISE DE NERFS pour les travailleurs

combien de professeurs former ! Et toutes ces idées que vous avez en tête pour augmenter le bien commun. Malgré les besoins criants, au nom du Dieu Austerité, avec Valls à la baguette, on n'en fera pourtant rien : ce sera pour les grands patrons, que vous le vouliez ou non.
On laisse faire ?



EN ACTION

SERGIO TINTI

Président de la 7^e Commission en charge des Sports
Conseiller de Paris
Conseiller délégué en charge des sports dans le 19^e arrondissement
Professeur d'Education Physique et Sportive



PRATIQUES SPORTIVES : Terrain de conquête démocratique

La démocratisation des pratiques sportives est un combat qu'il faut mener dans notre ville. L'accompagnement des structures sportives, la mise en valeur de projets sportifs associatifs qui utilisent le sport comme un vecteur d'éducation et d'émancipation, sont les fondements du projet sportif d'arrondissement mis en place dans le 19^e. Par ailleurs, ce combat ne peut se passer d'une plus grande reconnaissance du sport scolaire, premier lieu de démocratisation des pratiques sportives. Il est important d'opérer une dynamique de gestion partagée des équipements publics de la ville, entre la ville et les usagers (particuliers, agents, scolaires, clubs), dans le respect des responsabilités de chacun. Nous avons donc porté l'idée d'une création de « Comités d'usagers des équipements sportifs de la ville » au Conseil de Paris en octobre dernier. A l'occasion du conflit concernant la prime dominicale, c'est pour la défense d'un service public parisien de qualité que nous avons contribué à la reprise du dialogue entre la ville et ses agents DJS, dans une logique d'équité de traitement entre les différentes directions de la ville et dans le respect du statut des agents. Il est aussi nécessaire que les Parisiennes et les Parisiens puissent s'approprier un événement de dimension mondiale comme les J.O 2024. Notre proposition de création de « Comités locaux pour la réussite des Jeux Olympiques et Paralympiques », votée au Conseil de Paris, et la tenue du premier comité local le 4 juillet (place Stalingrad - 19^e), ambitionnent d'amorcer cette grande concertation.

EN BREF...

FABRIQUER À PARIS

La Mission d'Information et d'évaluation sur la situation industrielle parisienne, à l'initiative du groupe communiste, rendra son rapport en août. Les objectifs de réindustrialisation sont étayés par des visites

d'entreprises parisiennes et nombre d'auditions, à l'horizon de la COP 21 et des défis technologiques inhérents au 21^e siècle.

80^e ÉDITION DE LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

La fête de l'Humanité

aura lieu les 11, 12 et 13 septembre 2015, l'occasion de construire une alternative à l'austérité en Europe mais aussi un temps fort de solidarité internationale et de débats au cœur des luttes sociales et écologiques. Et toujours

au rendez-vous des concerts à ne pas manquer avec notamment Manu Chao et Texas.

FERMETURE D'UNE ANTENNE DU COMMISSARIAT DU 12^e ARRONDISSEMENT

Nicolas Bonnet Oulaldj a

fait adopter au conseil du 12^e arrondissement, le 11 mai, un vœu demandant la réouverture de l'antenne du commissariat rue du Rendez-vous. Nous souhaitons une police de proximité à Paris, dans la perspective d'un service public de la sécurité.

QUALITÉ DE L'AIR

Un combat social et environnemental

L'enjeu de la qualité de l'air s'inscrit dans le combat pour un environnement de qualité pour tous. C'est également un combat social car les plus pauvres sont souvent les plus exposés à la pollution.

Les mesures d'interdiction progressive des véhicules les plus polluants peuvent aller dans le bon sens. Le lobby pro-diesel nous a conduit dans une impasse prévisible dont tout le monde paie aujourd'hui le prix, tant économique que sanitaire. Nous devons agir. Mais les communistes seront vigilants pour que l'action de la Ville ne se traduise pas par une écologie punitive. Nous devons accompagner l'ensemble des parisiens, quelle que soit leur condition sociale, à faire évoluer leur usage de la voiture et leur type de véhicule.

NOUS DEVONS AGIR. MAIS LES COMMUNISTES SERONT VIGILANTS POUR QUE L'ACTION DE LA VILLE NE SE TRADUISE PAS PAR UNE ÉCOLOGIE PUNITIVE.

La politique municipale doit ainsi tenir compte des réalités quotidiennes des parisiens et habitants de banlieue. Les foyers les plus modestes, les salariés pour qui l'usage de la voiture est indispensable, ou encore les personnes handicapées, doivent bénéficier d'aménagements spécifiques pour aller progressivement vers la transition écologique. Par ailleurs, nous savons l'importance des services publics dans la lutte environnementale. Nous agissons régulièrement pour favoriser



Jean Noel Aqua référent du groupe sur les questions d'environnement.

l'investissement dans les modes de transports non polluants. Ces investissements nécessitent des moyens financiers conséquents pour être à la hauteur des enjeux. Nous agissons pour que l'État, la région, la métropole et la Ville investissent massivement dans les transports en commun, pour créer de nouvelles lignes et dessertes, assurer un réseau efficace et réduire le coût du ticket ; nous agissons aussi pour développer le fret ferroviaire et fluvial, permettant de concilier développement économique et respect de l'environnement.

Ainsi, par le biais de vœux et d'amendements, nous avons obtenu des dérogations pour accompagner les salariés dans un usage nouveau de la voiture, le réexamen du coût du pass navigo pour les retraités, la taxation des parkings d'entreprise afin de financer les investissements pour le vélo, l'étude d'une augmentation du versement transport des entreprises, etc. La promotion d'une écologie sociale et la recherche de moyens nouveaux pour des besoins nouveaux. Tels sont les grands axes de notre action au Conseil de Paris. ●

DEBAT

L'ENCADREMENT DES LOYERS

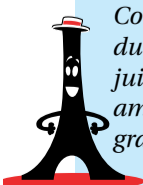
Mesure phare de la loi Duflo, l'encadrement des loyers sera effectif à Paris le 1^{er} août.

D'ACCORD C'était une exigence portée depuis longtemps par les communistes et aujourd'hui par toute la gauche dans la capitale. Les parisiens sont, en effet, confrontés à une augmentation insupportable des loyers qui ont quasiment doublé en quinze ans, chassant les classes populaires. Élu(e) FDG (Gauche unitaire et communistes), je suis attachée au droit au logement pour tous. Mais la lutte contre la spéculation immobilière ne peut pas se limiter à Paris, l'encadrement des loyers doit s'appliquer sur l'ensemble de la région parisienne et des grandes agglomérations, comme cela était prévu, à l'origine, par la loi ALUR.

Béatrice Bonneau, Conseillère d'arrondissement dans le 2^e, déléguée à l'action sociale et à la lutte contre les exclusions

PAS D'ACCORD Nous sommes inquiets, car à Paris 70% des ventes environ sont de l'investissement locatif. Le prix d'une 1-2 pièce est souvent calculé en fonction de sa rentabilité locative, s'il est moins rentable, il faudra baisser le prix de vente et donc les propriétaires seront frileux pour vendre. Beaucoup de nos propriétaires nous appellent et se demandent s'ils doivent désinvestir (cela depuis Duflo 1). Le prix au m² va baisser et le flux économique aussi. Pour le locataire c'est bien, si ce n'est que les agences seront moins patientes et encore moins agréables. Nous ne sommes pas inquiets pour nos bailleurs car cela est compliqué à mettre en œuvre clairement. Pour finir, cela va engendrer une économie souterraine, car un bailleur qui exagère sur ses prix de location n'est pas par définition quelqu'un d'honnête donc il trouvera le moyen de frauder.

Meyriam. B, agent immobilier à Paris



PANAME-PANAME

HOMMAGE À AMBROISE CROIZAT

Dévoilement de la plaque Ambroise Croizat, Ministre des jours heureux, le 12 mai 2015 au métro Porte d'Orléans, en présence de sa fille, à l'occasion du 70^e anniversaire de la création de la sécurité sociale. Ambroise Croizat surnommé le ministre des travailleurs. C'est à lui que l'on doit le système de protection sociale mis en place au lendemain de la seconde guerre mondiale. Il devient en 1945 ministre du travail et met en place le socle des droits universels qui demeure encore aujourd'hui : système de retraite, sécurité sociale, comités d'entreprise, médecine du travail, réglementation des heures supplémentaires et égalité salariale entre les femmes et les hommes.



FORUM EUROPÉEN DES ALTERNATIVES

L'Europe à Paris pour construire l'alliance contre l'austérité

Les 30 et 31 mai s'est tenu le Forum Européen des alternatives qui a rassemblé 5000 personnes, dont 200 invités venus de 20 pays, 42 organisations politiques, 18 organisations syndicales et 80 associations ont débattu pendant 2 jours, dans 3 plénières et 30 ateliers, des alternatives à l'austérité. Tous les élus PCF/FDG parisiens ont participé activement à la réussite de ce forum. Nous sommes fiers et heureux d'avoir accueilli l'Europe à Paris, ce sont des centaines d'Européens qui sont venus débattre : militants de la gauche européenne, élus de tous les pays, militants syndicaux, associatifs, intellectuels et chercheurs. Giorgos Katrougalos, Ministre grec de la fonction publique et de la réforme de l'État, Zoe Konstantopoulou, Présidente



du Parlement grec étaient présents pour débattre d'une alternative européenne commune. Avec les politiques d'austérité, l'Europe libérale n'en finit plus de nier la démocratie, les besoins sociaux et le développement écologique. L'avenir de l'Europe dépend de notre capacité à nous unir autour de solutions communes. Ce qui se passe en Espagne est porteur

d'espoir. Les peuples du sud n'ont plus peur de Bruxelles ou de la Troïka. La formule « There Is No Alternative » (il n'y a aucune alternative), ne fait plus recette. Comme l'a prouvé la victoire de Syriza, nous sommes capables de préparer le changement en construisant une issue positive, un nouvel espoir de progrès social en France et en Europe.

SANTÉ

On fragilise les plus fragiles

Hervé Bégué et Danièle Premel ont présenté, au nom du groupe, deux vœux lors du en Conseil de Paris concernant les fermetures du centre éducatif Pontourny et de l'EPAHD du Cèdre Bleu. Ils n'ont malheureusement pas été adoptés.

Pourtant, lors du dernier conseil de Paris d'avril 2015, le groupe communiste-Front de Gauche faisait adopter un vœu, à l'unanimité du conseil, qui demandait à la Ville de Paris d'étudier toutes les possibilités de rénovation ou de reconstruction sur le site l'EPHAD du Cèdre Bleu. L'avenir de cet établissement, situé à Sarcelles, qui ne répond plus aux standards pratiqués par les établissements d'accueil médicalisé des personnes âgées, soulève les craintes des agents, des résidents et de leurs familles. Sa fermeture va affaiblir le secteur lié à l'offre publique qui remplit une fonction sociale indispensable pour les anciens. Les arguments développés rappellent un scénario connu : on laisse se dégrader un établissement puis on ferme des lits, on restreint les admissions, le

de l'aide sociale à l'enfance du Département de Paris, ayant pour objectif de protéger, d'accueillir, d'éduquer, de former et d'insérer des adolescents cumulant des difficultés multiples en vue de leur insertion sociale et professionnelle. Il propose un dispositif d'accompagnement global au travers d'actions éducatives, pédagogiques, thérapeutiques, de formation professionnelle qualifiante tels que les titres professionnels « aide de vie aux familles » et

« d'agent polyvalent en restauration » ou plusieurs CAP. À la sortie des CEFP parisiens, les jeunes sont armés pour trouver du travail, pour reconstruire leur vie d'adulte. Cet établissement dispose actuellement de 42 places d'accueil et emploie 46 agents. Le CEFP Pontourny n'avait jamais fait l'objet de discussion au sein du conseil de Paris.

Est-ce le critère financier qui doit primer pour ces deux structures ? Nous sommes pour un service public de qualité et de proximité. Un service public qui ne pense pas en termes de rentabilité financière. Le groupe Communiste-Front de Gauche a demandé à la Maire de Paris de revenir sur ces décisions et continuera d'apporter tout son soutien aux agents, aux résidents, aux jeunes et aux familles touchés par la fermeture de ces deux établissements. ●

Le 27 mai dernier, lors du rassemblement devant l'Hôtel de Ville

Le 2 avril, Nicolas Bonnet-Oualdji avec les agents de l'Ephad du Cèdre Bleu devant l'Hôtel de Ville



La fermeture de cet établissement aura un impact important sur la santé très fragile des résidents ainsi que sur les conditions de travail des agents

prix de journée grimpe et on décrète que l'établissement n'est plus rentable. La fermeture de cet établissement aura un impact important sur la santé très fragile des résidents ainsi que sur les conditions de travail des agents (plus de 175 actuellement en poste) dont la majorité demeurent à proximité de l'établissement. La fermeture a été annoncée publiquement le 4 mai dernier.

Le Centre Éducatif de Formation Professionnelle Pontourny est, quant à lui, un établissement

PAROLE... PAROLES

« Marine Le Pen parle comme un tract du PCF des années 70 »

François Hollande, dans le Supplément de Canal plus, le 19 avril

« Appartenant à l'époque au Parti communiste, nous nous sentons insultés. Car rien ne peut justifier une comparaison aussi odieuse qu'absurde. Si la réalité avait été dans les années 70 celle qu'évoque François Hollande, aurait-on eu une entente entre le PC et un PS dirigé par François Mitterrand qui a permis la victoire de 1981 ? Sûrement pas. »

Charles Fiterman, Anicet Le Pors et Jack Ralite

« C'est, malgré quelques précautions, une caricature inacceptable de ce qu'était le combat du PCF dans les années 1970. J'ai grandi comme militant pendant cette période, nous défilions avec comme mot d'ordre : "Français - immigrés, même patron, même combat". »

Pierre Laurent, dans l'Humanité le 21 avril

SOUS LES PAVÉS AH ! LES SYMBOLES !

TROIS ÉVÈNEMENTS DANS NOTRE CAPITALE.

François Hollande fait entrer au Panthéon quatre grandes figures de la Résistance : Geneviève Anthonioz de Gaulle, Germaine Tillon, Pierre Brossolette et Jean Zay, oubliant le rôle des communistes dans la Résistance : Marie Claude Vaillant Couturier n'y avait-elle pas sa place ?

Le nouveau roi d'Espagne inaugure le jardin de la Nueve à Paris, ces Espagnols qui ont libéré Paris étaient anarchistes ou communistes. Faut-il y voir une faute politique ou bien le plus bel hommage du vice (royaliste) à la vertu républicaine ?

Enfin, un espace Nike est inauguré en présence de Michael Jordan. Avec les terrains de sport sponsorisés on veut nous habituer à la privatisation de l'espace public. Michael Jordan restera dans l'Histoire un grand basketteur, avait-il besoin de Nike pour faire rêver les enfants ? L'histoire est faite de symboles, encore faut-il bien les choisir.

11^e Non à la vente du 69 bd de Charonne



La Mairie de Paris, malgré l'opposition des communistes, des écologistes et des radicaux s'apprête à vendre l'ancien bâtiment utilisé par Edf au 69 bd de Charonne à une association confessionnelle. Nous estimons que c'est une atteinte à la laïcité qui est un principe de neutralité religieuse. Or vendre à un groupe religieux, c'est le favoriser par rapport aux autres. De plus, notre municipalité manque énormément

tous les équipements publics (notamment sportifs et culturels) que réclame légitimement la population. Il est ainsi incompréhensible de vendre ce terrain qui appartient déjà à la Ville. En outre, au moment où nous voulons développer la démocratie participative, cette vente de gré à gré se fait sans aucune concertation avec la population et notamment les riverains. Or, de nombreux projets pourraient voir le jour dans cet espace et les habitants du XI^e doivent avoir leur mot à dire. Enfin, la vente se fait dans des conditions étonnantes puisque l'administration des Domaines a évalué le terrain à 8 millions d'euros et qu'il est prévu de le vendre à seulement 6,4 millions d'euros. Les communistes restent persuadés qu'ils existent d'autres solutions plus conformes à nos valeurs et davantage dans l'intérêt des habitants.

14^e Saint-Vincent de Paul : une opération majeure pour l'arrondissement

Initié lors de la précédente mandature, l'aménagement du site de l'ancien hôpital Saint-Vincent-de-Paul, situé avenue Denfert-Rochereau près de Montparnasse, sera l'une des plus importantes opérations voyant le jour sous l'actuelle majorité (3,5 hectares). À l'époque, les élus communistes s'étaient opposés à la fermeture de l'hôpital, afin de préserver ce pôle public pédiatrique d'excellence. Désormais, actant la transformation du site, ils luttent pour que soient tenus les engagements en termes de logements sociaux et d'équipements publics (crèche, jardin de 2000 m², école, gymnase...). Il y a six mois, le groupe a fait voter un vœu réaffirmant que les 600 appartements prévus constituent bien pour moitié des logements sociaux, ce qu'une délibération remettait en question. Au nom de la mixité sociale, les élus communistes Front de Gauche souhaitent que ces logements sociaux soient accessibles aux classes populaires (PLAI et PLUS), dans un quartier à forte proportion de cadres (34%) et dont le revenu médian est plus élevé que dans le reste de l'arrondissement. L'habitat devrait également être participatif afin d'impliquer les futurs occupants dès la conception de cet éco-quartier. Les élus communistes du 14^e saluent enfin le fait que les 60000 m² de bâtiments vides soient aujourd'hui en partie réinvestis par l'association Aurore permettant la mise à l'abri de personnes à la rue.



15^e Le 15^e aussi doit être pour tous !

Le plus grand arrondissement de Paris dont la population est aussi la plus nombreuse (plus de 240000 habitants) devrait-il s'affirmer comme une enclave dans la capitale, où seuls des parisiens à haut revenu, des familles très aisées auraient le droit d'habiter ? Le maire d'arrondissement et son équipe revendiquent nettement cet « entre soi » dont une spéculation foncière effarante est la meilleure alliée, en s'opposant systématiquement aux mesures favorisant le logement pour tous, qu'au contraire nous voulons voir se développer au plus vite dans l'Ouest parisien. Cet arrondissement a besoin de préserver la vitalité que crée la diversité des générations et des cultures. Malgré une nette progression avec un peu plus de 20000, les logements sociaux constituent 17.8% des résidences principales pour 8 756 demandeurs dont 61.7 % sont des familles populaires ! L'urgence est claire, en plus de la mobilisation du foncier public disponible, source de création à court terme (comme l'ancien Laboratoire central des Ponts de Chaussées ou le dépôt RATP), les communistes du 15^e, qui ont toujours lutté aux côtés des locataires victimes de ventes à la découpe, sont fiers de défendre aujourd'hui l'accélération



Locaux du Journal Officiel rue Desaix

du droit de préemption urbain par la mairie de Paris et aussi sa mise en œuvre dans le diffus. C'est une voie clé dans cet arrondissement pour favoriser la mixité.

En ce moment, nous sommes aux côtés des personnels de la DILA Journal Officiel réagissant à la suppression programmée de 200 postes dans cette entreprise de service public, installée rue Desaix depuis 1949. L'arrondissement doit préserver ses travailleurs, ses aînés et jeunes précaires comme la diversité de culture et d'origine de ses habitants, les communistes ne transigeront pas pour que le 15^e reste vivant, fraternel et solidaire.



18^e Non au démantèlement de l'Hôpital Bichat

Les élus PCF-Front de gauche du XVIII^e arrondissement se mobilisent avec les habitants et le collectif Bichat contre le projet de démantèlement de l'hôpital Bichat. Le projet de fermeture des services de l'hôpital Bichat et de création du grand hôpital Nord, porté par le gouvernement et son mandataire Martin Hirsch, remet en cause l'accès au service public de santé. Cet établissement assure aujourd'hui un service de santé de proximité et de qualité fondamentale pour les habitants du Nord de Paris et des communes environnantes. Les Parisiennes et Parisiens veulent être associés aux décisions sur l'avenir de l'hôpital public comme l'a démontré la forte participation aux votations citoyennes organisées à Jules Joffrin et place de Clichy. La ville de Paris doit organiser au plus vite des assises de la santé

pour proposer des solutions pérennes et favorables à tous les Parisien-ne-s.

Il est temps d'imposer une autre logique à celle de la course aux économies dans le service public et de porter un projet garantissant le droit pour tous à la santé.



VOS ÉLUS D'ARRONDISSEMENT

2^e arrondissement

BÉATRICE BONNEAU - beatrice.bonneau@paris.fr

3^e arrondissement

YVES PESCHET - yves.peschet@paris.fr

4^e arrondissement

EVELYNE ZARKA - evelyne.zarka@paris.fr

10^e arrondissement

DANTE BASSINO - dante.bassino@paris.fr
 DIDIER LE RESTE - didier.lereste@paris.fr
 DOMINIQUE TOURTE - dominique.tourte@paris.fr

11^e arrondissement

HÉLÈNE BIDARD - helene.bidard@paris.fr
 MICHEL BILIS - michel.bilis@paris.fr
 ISABELLE CHARPENTIER - isabelle.charpentier@paris.fr
 MARINE MALBERG - marine.malberg@paris.fr
 ADRIEN TIBERTI - adrien.tiberti@paris.fr

12^e arrondissement

NICOLAS BONNET-OULALDJ - nicolas.bonnet@paris.fr
 BRIGITTE VELAY BOSCH - brigitte.velay-bosc@paris.fr
 CATHERINE VIEU-CHARIER - catherine.vieu-charier@paris.fr

13^e arrondissement

JEAN-NOEL AQUA - jean-noel.aqua@paris.fr
 EMMANUELLE BECKER - emmanuelle.becker@paris.fr
 VINCENT BOULET - vincent.boulet@paris.fr
 MARIE-ANGE CARDAN - marie-ange.cardan@paris.fr
 FRANCIS COMBROUZE - francis.combrouze@paris.fr

14^e arrondissement

HERVÉ BÉGUÉ - herve.begue@paris.fr
 CATHERINE CHEVALIER - Catherine.chevalier2@paris.fr
 NICOLAS LIEBAULT - nicolas.liebault@paris.fr

15^e arrondissement

LAURENCE PATRICE - laurence.patrice@paris.fr

18^e arrondissement

CATHERINE BELEM - catherine.belem@paris.fr
 GÉRALD BRIANT - gerald.briant@paris.fr
 IAN BROSSAT - ian.brossat@paris.fr
 NADINE MEZENCE - nadine.mezence@paris.fr
 DANIELLE PREMEL - danielle.premel@paris.fr
 HUGO TOUZET - hugo.touzet2@paris.fr

19^e arrondissement

EMILIE DAREAU - emilie.dareau@paris.fr
 FANNY GAILLANNE - fanny.gaillanne@paris.fr
 GABRIEL GAU - gabriel.gau@paris.fr
 PHILIPPE NAWROCKI - philippe.nawrocki@paris.fr
 TATIANA POUIDIOT - tatiana.pouidiot@paris.fr
 SERGIO TINTI - sergio.tinti@paris.fr

20^e arrondissement

JACQUES BAUDRIER - jacques.baudrier@paris.fr
 KARINE DUCHAUCHOI - karine.duchauchoi@paris.fr
 ABDELLALIZ HMOUDANE - abdellaliz.hmoudane@paris.fr
 CHARLOTTE LAURENT - charlotte.laurent@paris.fr
 RAPHAËLLE PRIMET - raphaelle.primet@paris.fr
 HÉLÈNE VICQ - helene.vicq@paris.fr